



DIE SPITÄLER DER SCHWEIZ
LES HÔPITAUX DE SUISSE
GLI OSPEDALI SVIZZERI



Février 2019 – n° 1

PALAIS FÉDÉRAL



ÉDITORIAL

Dans le dossier du financement uniforme des prestations ambulatoires et stationnaires (EFAS), la CDS et H+ proposent une solution logique et globale avec l'intégration des soins infirmiers. L'examen approfondi réclamé par la CSSS-N est un pas dans la bonne direction et permettra une discussion factuelle sur cette proposition. La CSSS-N a repris la passe des cantons, des hôpitaux et des institutions de soins, et dévie maintenant la balle vers la Confédération et les partenaires tarifaires. Le monde politique et le Parlement disposent là d'une occasion unique d'engager une réforme qui éliminera les incitations inopportunes. Les réseaux de soins intégrés, et donc les patients, figureront aussi parmi les gagnants.

Les cantons ont indiqué clairement qu'ils entendaient participer au projet EFAS. Le Parlement doit maintenant entrer en matière sur leurs demandes légitimes, qui sont soutenues par H+. L'appui des cantons est incontournable dans ce dossier ambitieux afin de réunir une majorité solide. L'objectif est d'accroître l'efficacité tout en améliorant la fourniture des soins.

Isabelle Moret, présidente de H+

Organisation commune pour la qualité

H+ soutient la création d'une organisation partenariale pour la qualité, chargée avant tout de l'approbation des programmes.

Les hôpitaux, les cliniques et les institutions de soins mènent de nombreuses activités en faveur de la qualité. H+ est favorable à la constitution d'une commission commune afin que ses membres sachent à l'avenir ce que les acteurs de la santé attendent d'eux. Cette instance devra approuver les programmes qualité afin que les fournisseurs de prestations puissent choisir ceux qui conviennent à leur établissement. La qualité implique que les institutions encouragent les comportements qui maintiennent la sécurité des patients à un haut niveau ou l'améliorent. Seule une culture de l'apprentissage, plutôt que de la sanction, est pertinente à cet effet.

Par rapport aux efforts des membres de H+ en faveur de la qualité, les activités au niveau fédéral en sont encore à leurs débuts. Au cours des dernières années cependant, elles ont associé de nombreux acteurs. H+ est représentée actuellement au sein de cinq organisations nationales. Il convient à l'avenir de mieux coordonner ces entités et d'unir leurs forces. En outre, le travail en faveur de la qualité doit être encore élargi. Aujourd'hui déjà, beaucoup d'hôpitaux et de cliniques reprennent des programmes de l'étranger. La Suisse développe – si nécessaire – ses propres projets, comme l'a fait jusqu'à présent la fondation Sécurité des patients Suisse ou le fait l'Alliance Peer Review Suisse en développant actuellement avec les hôpitaux un programme spécifique pour le domaine de la psychiatrie.

Anne-Geneviève Bütikofer, directrice de H+

SOMMAIRE

- 2 EFAS | **Etudier l'intégration des soins infirmiers**
- 2 Places d'atterrissage | **Obligations inutiles et coûteuses**
- 3 Initiative sur les soins infirmiers | **Pour un contre-projet indirect**

- 3 Produits thérapeutiques | **Adapter la loi**
- 4 Faits et chiffres | **Engagement tous azimuts pour les patients**

Etudier l'intégration des soins infirmiers

L'intégration des soins infirmiers doit être étudiée de manière approfondie dans le cadre de l'EFAS. La CSSS-N en a décidé ainsi, avec le soutien de la CDS et de H+.

Dans ses efforts pour réunir un large soutien à la réglementation du financement uniforme des prestations ambulatoires et stationnaires, la CSSS-N s'est prononcée en faveur d'un examen approfondi de l'intégration des soins infirmiers. La CDS et H+ souhaitent justement que soient incluses les prestations de soins dispensées dans les EMS et par l'aide et soins à domicile.

Par 20 voix contre 3 et une abstention, la commission a décidé de déposer un postulat dans ce but. En plus des travaux en cours, le Conseil fédéral est chargé d'élaborer, en collaboration avec les cantons, les assureurs et les fournisseurs de prestations, les bases en vue d'une décision sur l'extension de l'EFAS aux prestations infirmières, en particulier pour les soins de longue durée et l'aide et soins à domicile. L'objectif de la CSSS-N est de traiter le projet devant la Chambre basse avant les élections fédérales en automne 2019. Comme la CDS, H+ considère que l'EFAS dans la somatique aiguë et les soins de longue durée recèle de gros avantages. Il permettra de réduire les incitations inopportunes et de réaliser des gains d'efficacité. En outre, il renforcera les

soins intégrés, qui vont revêtir une importance croissante dans les années à venir. Pour la CDS, l'intégration logique et globale des soins infirmiers dans l'EFAS permet de sortir de l'impasse. Les prestations stationnaires et ambulatoires des hôpitaux, les prestations des médecins en pratique privée ainsi que les prestations médicales et infirmières dans les EMS et par l'aide et soins à domicile doivent être incluses à l'EFAS.

La CDS veut éliminer les embûches

La CDS est convaincue que si les obligations de financement sont réunies pour les prestations stationnaires des hôpitaux et les prestations médicales ambulatoires, mais pas pour les prestations des EMS et de l'aide et soins à domicile, le développement des soins intégrés s'en trouvera entravé tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Dans la perspective de l'évolution démographique, renoncer à intégrer les soins infirmiers à l'EFAS revient à dresser un obstacle inutile.

Dorit Djelid

«Seule l'inclusion des soins de longue durée dans le système de l'EFAS permettra un véritable développement des soins intégrés et des innovations. Aujourd'hui, celui-ci est bloqué par des obstacles de financement.»

Renate Monego, directrice des centres de soins de la Ville de Zurich, membre du Comité de H+



Places d'atterrissage

Obligations inutiles et coûteuses

La Confédération veut prendre la main sur les places d'atterrissage des hôpitaux.

Cela entraînera une hausse des primes d'assurance-maladie sans valeur ajoutée évidente.

Les places d'atterrissage des hôpitaux relevaient jusque-là des cantons. L'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC) veut se charger des autorisations et renforcer les contraintes par le biais d'une modification de l'ordonnance sur les atterrissages en campagne. Or l'OFAC ne justifie pas en quoi ces changements sont nécessaires. Ces dernières années, il ne s'est pas produit davantage d'accidents d'hélicoptères.

Désormais, les centres pour polytraumatisés, ainsi que les hôpitaux pour lesquels les mouvements d'hélicoptères sont nombreux, devront remplir des obligations plus strictes. Ces dispositions ne tiennent pas compte du fait que la tâche des hôpitaux et des cliniques consiste à soigner des patients,

et pas à les transporter en hélicoptère. Les institutions de santé n'ont pas les connaissances spécifiques permettant de remplir les dispositions de l'ordonnance. Elles devraient allouer des ressources supplémentaires à cette fin. Les nouvelles obligations n'entraîneront pas seulement des investissements de départ, mais surtout des charges récurrentes pour l'application, les conditions d'exploitation plus exigeantes, ainsi que pour les assurances et la responsabilité civile. Cela fera augmenter les coûts, ce qui va à l'encontre des efforts du Conseil fédéral pour stabiliser les primes.

Martin Bienlein

Initiative sur les soins infirmiers

Un contre-projet indirect est préférable

La CSSS-N s'engage en faveur d'un contre-projet indirect à l'initiative sur les soins infirmiers avec le soutien des associations d'employeurs du secteur de la santé.

Les employeurs et de nombreux membres du personnel infirmier des institutions tirent à la même corde que la CSSS-N: pour répondre aux demandes importantes de l'initiative «Pour des soins infirmiers forts», la meilleure voie est celle du contre-projet indirect. L'initiative n'est pas soutenue car ses demandes sont exagérées. La commission juge qu'une réglementation au niveau constitutionnel et les revendications concernant les conditions de travail et le développement professionnel du personnel infirmier vont trop loin. Elle souhaite agir au niveau législatif et garantir en particulier que les infirmières, qui sont très bien formées, puissent prodiguer des soins sous leur responsabilité et soient rémunérées de manière équitable. C'est pourquoi la CSSS-N a décidé par 16 voix contre 5 et une abstention de rédiger son propre texte afin d'opposer un contre-projet indirect à l'initiative.

Changer la loi plutôt que la Constitution

Les organisations d'employeurs du secteur de la santé telles que Spitex privée suisse (ASPS), Curaviva, H+ Les Hôpitaux de Suisse, senesuisse et Aide et soins à domicile Suisse soutiennent ce raccourci législatif, bien plus rapide que la voie constitutionnelle, avec les objectifs suivants:

- Encouragement du développement professionnel du personnel infirmier
- Fourniture autonome des prestations de soins infirmiers
- Indemnisation suffisante des soins, afin de répondre aux besoins en augmentation

Selon ces organisations, le manque chronique de temps pour effectuer les prestations de soins infirmiers doit être reconnu et il faut y remédier: il en va de l'attractivité des professions soignantes. De leur côté, les institutions doivent disposer de moyens suffisants pour assurer la formation initiale et continue du personnel dont elles ont besoin.

Conrad Engler



Des modifications législatives devraient permettre de favoriser le développement professionnel du personnel soignant et son autonomie.

Loi sur les produits thérapeutiques

Adapter la loi pour les dispositifs médicaux

La nécessité de renforcer la sécurité des patients n'est pas contestée. Mais il ne faut pas perdre de vue l'innovation et l'efficacité.

Les Chambres fédérales se sont attelées à l'adaptation du droit suisse aux nouveaux règlements européens sur les dispositifs médicaux. La direction est la bonne. Des contraintes plus strictes doivent être imposées pour ces dispositifs avant leur mise sur le marché.

H+ estime à ce propos que si la traçabilité jusqu'au patient se justifie pour les produits qui demeurent durablement dans le corps, comme les implants, elle ne devrait pas être obligatoire pour les autres produits, essentiellement de grande série. De plus, les hôpitaux devraient garder la liberté de fabriquer des dispositifs médicaux, aussi bien dans le ca-

dre de la recherche afin de pouvoir développer de nouveaux produits, que pour l'assemblage de produits achetés, à l'intention de leurs propres patients ou d'autres hôpitaux qui en feront directement usage.

Entre-temps, le problème n'est plus de procéder à une adaptation du droit suisse au droit européen, mais la volonté de l'UE de ratifier d'abord l'accord-cadre et d'intégrer ensuite les développements législatifs tels que celui-ci.

Martin Bienlein

Engagement tous azimuts pour les patients

Actuellement, les activités qualité se déroulent aussi bien au niveau des hôpitaux qu'aux échelons cantonal et national. Les institutions choisissent les stratégies qui conviennent le mieux à leurs patients.

Les hôpitaux et les cliniques ont la possibilité d'attester leur qualité en recourant aux certifications qui confirment le respect d'exigences et de normes précises. Les possibilités à cet égard se sont multipliées parallèlement au renforcement de la concurrence sur la qualité. Aujourd'hui, environ 100 certifications et procédures de reconnaissance sont à disposition. Quelques-unes sont imposées par la loi, mais la plupart sont facultatives. La palette va de la validation de systèmes de management de la qualité, telles qu'ISO 9001, aux exigences de qualité que doivent satisfaire des services hospitaliers particuliers, comme les centres de sénologie ou du sommeil.

ANQ et Sécurité des patients Suisse au niveau national

L'Association nationale pour le développement de la qualité dans les hôpitaux et les cliniques (ANQ) élabore des mesures uniformes de la qualité en collaboration avec ces derniers, les cantons et les assureurs. L'ANQ publie à ce jour en toute transparence les résultats de onze mesures nationales de la qualité. La fondation Sécurité des patients Suisse s'investit en faveur d'une culture constructive et cohérente de la sécurité dans la santé. Avec d'autres acteurs du secteur, la fondation a initié et réalisé, grâce au soutien de l'OFSP, cinq programmes qualité nationaux depuis 2012 et a mené quelque 30 projets de recherche en faveur de l'amélioration durable de la sécurité des patients.

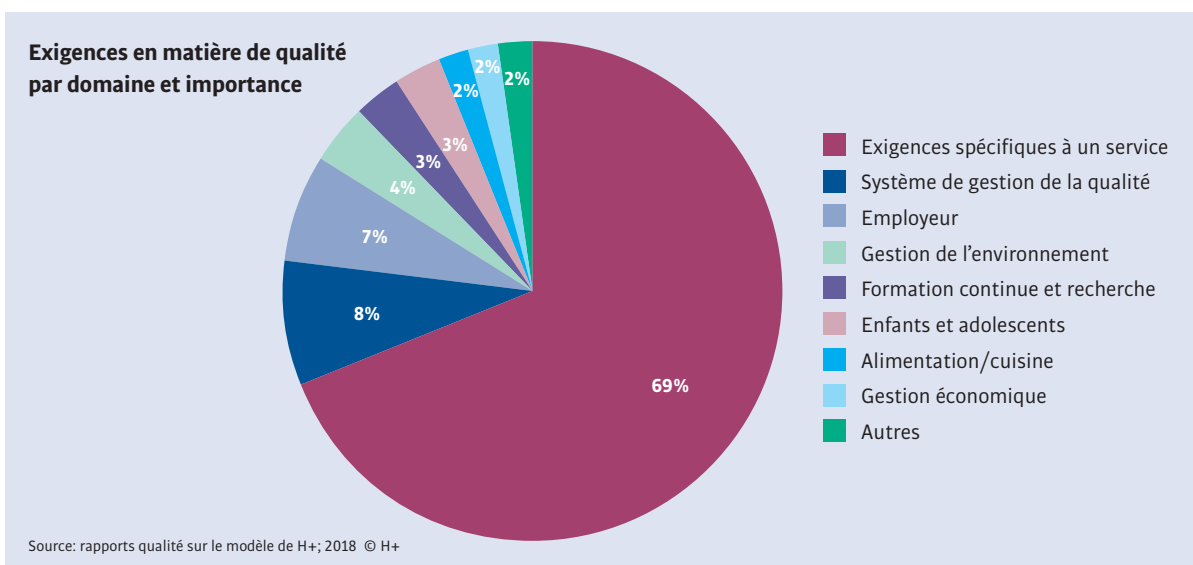
En outre, le réseau CIRNET de systèmes locaux de déclaration des erreurs dans les hôpitaux et les cliniques est implanté sur l'ensemble du territoire national. L'analyse des annonces permet d'identifier des problèmes de sécurité isolés et bien définis qui donnent lieu à la publication de recommandations concises et de mises en garde, les «Quick-Alerts®» de Sécurité des patients Suisse (47 jusqu'à présent).

Stratégies de la Confédération et des cantons

Dans le cadre de la stratégie Santé2020, la Confédération s'engage avec les cantons et d'autres acteurs de la santé à améliorer le système de santé. La stratégie comporte 92 projets, dont 13 se concentrent sur la qualité. H+ participe à plusieurs d'entre eux et en particulier à la stratégie nationale visant à surveiller et à combattre les infections associées aux soins.

Les cantons définissent eux aussi leurs priorités en matière de qualité en fonction des spécificités régionales. La Conférence des directrices et des directeurs cantonaux de la santé (CDS) leur recommande de fixer à cet égard des obligations à remplir comme condition au maintien du mandat de prestations. Enfin, à leur niveau, les hôpitaux mettent en œuvre les stratégies et les activités qui sont le plus adaptées à leurs patients.

Angelina Hofstetter



IMPRESSUM

H+ Palais fédéral paraît quatre fois par an en allemand et en français.

Rédaction: Stefan Althaus, Dorit Djelid, Conrad Engler

H+ Secrétariat central, Lorrainestrasse 4A, 3013 Berne, geschaeftsstelle@hplus.ch, www.hplus.ch, tél. 031 335 11 11.
H+ est l'association faîtière des hôpitaux, cliniques et institutions de soins.